



# ÉCONOMIE

Une contre-pétition de patrons pour défendre le texte gouvernemental

MARIE-CÉCILE RENAULT @Firenault

**4 400**

**soutiens**

enregistrés  
depuis dimanche  
à la pétition patronale  
pro-loi El Khomri

Œil pour œil, dent pour dent ! Dans la guerre qui fait rage entre détracteurs et défenseurs de la loi El Khomri, chaque camp rend coup pour coup. Un mouvement d'entrepreneurs vient ainsi de lancer, sur Change.org, une pétition de soutien à la loi, « *en aide au gouvernement pour qu'ils ne reculent pas* ». Lancée dimanche, elle comptabilise en moins d'une semaine un peu plus de 4 400 signatures.

Une manière de répondre à la pétition « Loi travail: non merci ! », lancée vendredi 19 février par des militants associatifs et syndicalistes, notamment la féministe et ex-PS Caroline de Haas, qui a dépassé la barre symbolique de 1,2 million de

signatures. « *Le projet de loi El Khomri est le premier acte d'une renaissance du bon sens, celui qui désoriente les conservatismes. (...) Il est courageux car il attaque pour la première fois le parti des insiders, celui de la préférence pour le chômage* », explique Jean-Bernard Falco, à l'origine de la contre-pétition. Président de Paris Inn Group, ce « self made entrepreneur » a bâti, en partant de rien, un vaste groupe hôtelier et créé 1 000 emplois en dix ans.

## « Donnons du boulot à nos enfants ! »

« *Signons en masse cette pétition en faveur de la loi El Khomri qui n'a d'ambition que celle de créer enfin des emplois* », poursuit Jean-Bernard Falco, qui fut parallèlement juge au tribunal de commerce de



**Jean-Bernard Falco,**  
**président**  
**du groupe**  
**hôtelier**  
**Paris Inn Group,**  
**a reçu**  
**des soutiens**  
**de poids**  
**dans son**  
**combat.**

ERIC BERNARD

Bobigny et de Paris de 2009 à 2013. « Nous aimons la France, alors donnons à nos enfants et petits-enfants du boulot. C'est aussi votre respon-

sabilité », poursuit-il, exhortant ses collègues entrepreneurs à se mobiliser.

Dans ce combat, il a reçu des sou-

tiens de poids. « Accord total avec la pétition des entrepreneurs pour la loi », a tweeté Nicolas Dufourcq, le directeur général de Bpifrance, la banque publique d'investissement de l'État français. Les organisations patronales CroissancePlus et France Digitale, la CGPME, le mouvement Ethic, la fédération des très petites entreprises (FTPE) soutiennent également cette pétition qui se veut « non politique et absolument pragmatique ».

Le politologue et conseiller régional les Républicains, Dominique Reynié, a lui aussi lancé, le 26 février, une pétition « Oui à la loi travail ! Non au chômage ! » en faveur du projet de réforme du Code du travail. Adressée au président de l'Assemblée nationale, elle a reçu plus de 25 000 soutiens. ■